

DÉPARTEMENT
DU RHÔNE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
SAÔNE-BEAUJOLAIS

ARRONDISSEMENT
DE VILLEFRANCHE
SUR SAÔNE

Extrait du registre des arrêtés du Président

ARRÊTÉ N° 23 / 2018

(Annule et remplace l'arrêté n°44/2017)

Objet : Décision portant prescription de la modification
n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de
Cercié

Le président de la communauté de communes Saône-Beaujolais,

Vu l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et L.153-37 ;

Vu l'Arrête Préfectoral n°69-2016-11-16-003 du 16 novembre 2016 prononçant la fusion de la communauté de communes du Haut Beaujolais, de la communauté de communes Saône-Beaujolais et l'intégration de la commune de Saint-Georges-de-Reneins avec des compétences attribuées dont le Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu et Carte Communale ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cercié approuvé par délibération du conseil municipal le 24 février 2015 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Cercié en date du 28 février 2017 demandant à la communauté de communes Saône-Beaujolais d'engager une modification du Plan Local d'Urbanisme concernant le règlement des zones A et N ;

Considérant que les modifications envisagées dans le cadre de la procédure relèvent du champ d'application de la modification du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant qu'il appartient à la communauté de communes Saône-Beaujolais d'engager la modification du Plan Local d'Urbanisme sollicitée par la commune de Cercié ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°44/2017 portant prescription d'une modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cercié.

Article 2 :

Une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Cercié est engagée en application des dispositions de l'article L153-36 du code de l'urbanisme.

Article 3 :

Le projet de modification portera sur le règlement des zones A et N, avec notamment la prise en compte des dispositions des lois MACRON et LAAAF relatives aux annexes et extensions des constructions d'habitation, ainsi que sur les changements de destination.

Article 4 :

Le projet sera notifié au sous-préfet, aux personnes publiques associées et à la CDPENAF avant ouverture de l'enquête publique.

Article 5 :

Il sera procédé à une enquête publique durant un mois minimum sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme auquel sera joint, le cas échéant, les avis des personnes publiques associées et de la CDPENAF.

Article 6 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis par les personnes publiques associées et la CDPENAF, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, pourra être approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 7 :

Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté de communes Saône-Beaujolais et en mairie de Cercié durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 8 :

Un exemplaire de la décision est envoyé à :

- M. le Sous-Préfet,
- M. le Maire de Cercié.

Fait à Belleville, le 27/07/2018

Bernard FIALAIRE,
Président de la Communauté de Communes
Saône-Beaujolais

